Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom:	Lebel-sur-Quévillon	10.00
Code géographique :	99005	
Type d'organisme municip	al : Municipalité locale	



ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,	
Je soussigné(e), Michel Simard, trésorier	atteste la véracité du rapport financier
de Lebel-sur-Quévillon (Nom de l'organisme)	pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

Signature

Date

2019-04-05

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants Rapport du vérificateur général	4 4.1
État des résultats État de la situation financière État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) État des gains et pertes de réévaluation État des flux de trésorerie	5 6 7 7 8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires Résultats détaillés Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales Charges par objets Fonds local d'investissement (FLI) Fonds local de solidarité (FLS) Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Excédent (déficit) accumulé Avantages sociaux futurs	10 11 12 13 14 15 16 17
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus Analyse des charges	20 21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Lebel-sur-Quévillon

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Ville de Lebel-sur-Quévillon (l' «entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lebel-sur-Quévillon au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Ville de Lebel-sur-Quévillon inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

S6 4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- · J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- · J'acquiert une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- · Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclue à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- · J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

S6 4 (2)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Daniel Letreaut CAA auditerer CA

Daniel Tétreault, CPA, auditeur CA 122, 6e Avenue Ouest Amos (Québec) J9T 3Z3

DATE 2019-04-05

Α.		1 -1 -1 0 (-:11	
Uľ	danisme	Lebel-sur-Quévillon	

on Code géographique 99005

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE

ÉTAT DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Budget		Réalisations		
		2018	2018	2017	
Revenus					
Taxes	1	2 841 955	2 860 729	2 823 826	
Compensations tenant lieu de taxes	2	262 570	271 085	254 895	
Quotes-parts	3				
Transferts	4	2 023 070	1 990 089	2 002 372	
Services rendus	5	611 265	651 856	759 851	
Imposition de droits	6	39 000	116 059	271 677	
Amendes et pénalités	7	41 500	33 384	43 930	
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	59 000	53 751	79 510	
Autres revenus	10	1 200	53 565	110 535	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises					
municipales et de partenariats commerciaux	11				
Effet net des opérations de restructuration	12				
	13	5 879 560	6 030 518	6 346 596	
Charges Administration générale Sécurité publique Transport Hygiène du milieu Santé et bien-être Aménagement, urbanisme et développement Loisirs et culture Réseau d'électricité Frais de financement Effet net des opérations de restructuration	14 15 16 17 18 19 20 21 22 23	1 107 745 343 780 1 711 740 633 985 28 075 382 630 1 505 470 35 000	1 196 237 293 320 2 421 935 975 034 36 873 353 141 1 768 637 24 905	1 140 469 307 122 2 389 860 852 660 72 800 625 133 1 760 899 21 495	
m (4 - 4 / 1/8 - 14) J. H					
Excédent (déficit) de l'exercice	25	131 135	(1 039 564)	(823 842	
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercic Solde déjà établi Redressement aux exercices antérieurs (note 22	26		21 703 944	22 527 786	
Solde redressé	28		21 703 944	22 527 786	
00,000	20		211100011	22 02. 100	
Excédent (déficit) accumulé					
à la fin de l'exercice	29		20 664 380	21 703 944	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
A CTITO FINANCIEDO			
ACTIFS FINANCIERS		005.404	4.554.505
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	835 421	1 554 565
Débiteurs (note 5)	2	4 640 074	4 981 282
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	5 475 495	6 535 847
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents			
de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 375 096	2 375 096
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	748 742	753 367
Revenus reportés (note 12)	12	12 794	20 400
Dette à long terme (note 13)	13	593 878	758 701
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	3 730 510	3 907 564
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	1 744 985	2 628 283
ACTIFS NON FINANCIERS		•	
	47	18 280 644	18 436 621
Immobilisations (note 15)	17	636 840	636 840
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	030 040	030 840
Stocks de fournitures	19	4 044	0.000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 911	2 200
	21	18 919 395	19 075 661
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	20 664 380	21 703 944

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Budget		Réalisation	s
The second secon		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	131 135	(1 039 564)	(823 842)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 () (1 255 442) (1 017 104)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 411 419	1 425 114
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		155 977	408 010
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		289	38 275
	11		289	38 275
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			10.10
Révision d'estimations comptables et autres				
ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la				
dette nette	14	131 135	(883 298)	(377 557)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de				
l'exercice				
Solde déjà établi	15		2 628 283	3 005 840
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		2 628 283	3 005 840
Actifs financiers nets (dette nette)				
à la fin de l'exercice	19		1 744 985	2 628 283

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 039 564)	(823 842)
Éléments sans effet sur la trésorerie	•	(1 000 00 1)	(020 0 12)
Amortissement	2	1 411 419	1 425 114
Autres	_		1 120 111
-	3		
	4		(1)
-	5	371 855	601 271
/ariation nette des éléments hors caisse	·	0.1000	001271
Débiteurs	6	341 208	(34 312)
Autres actifs financiers	7	311 233	(0.0.2)
Créditeurs et charges à payer	8	(4 625)	(77 044)
Revenus reportés	9	(7 606)	(130 118)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(7 888)	(100 110)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	289	38 275
Autres actils non infanciers	14	701 121	398 072
ctivités d'investissement en immobilisations	14	701 121	390 012
	45	(1 255 442) (1 017 104
Acquisition Produit de cession	15	(1 255 442) (1017 104
Toduit de cession	16 17	(1 255 442)	(1 017 104)
Activités de placement	- 17	(1 233 442)	(1017 104)
rêts, placements de portefeuille à titre d'investissement			
et participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux		,	
Émission ou acquisition		() (
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille		,	
Acquisition	20	() (400 000
Cession	21		186 338
	22		186 338
Activités de financement (note 4)			400 407
mission de dettes à long terme	23		186 187
Remboursement de la dette à long terme	24	(164 823) (179 359
/ariation nette des emprunts temporaires	25		(1)
'ariation nette des frais reportés liés à la dette			
long terme	26		
utres			
-	27		
<u> </u>	28		
	29	(164 823)	6 827
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des			
quivalents de trésorerie	30	(719 144)	(425 867)
résorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
u début de l'exercice			
	2.1	1 554 555	1 980 432
olde déjà établi	31	1 554 565	1 900 432
tedressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	1 554 505	1.000.400
olde redressé	33	1 554 565	1 980 432
résorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) la fin de l'exercice (note 4)	34	835 421	1 554 565
	34	0.32 47 1	1 774 707

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée selon la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent le surplus de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 , la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

5.0.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la ville de Lebel-sur-Quévillon, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs

s.o.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie; Les débiteurs; Les stocks destinés à la revente; Les prêts.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières. Elles sont classées par grandes catégories :
Les immobilisations;
Les propriétés destinées à la revente;
Les stocks de fournitures;
Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au cout. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La durée de vie utile des immobilisations varie de 5 à 40 ans, dont les principales catégories sont:

Bâtiments: 15 ans
Véhicules: 10 ans
Véhicules lourds: 15 ans
Surfaçage: 15 ans
Équipements de bureau: 5 ans
Autres infrastructures: 40 ans

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes. Ils sont classés par grandes catégories :
Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;
Les emprunts bancaires;
Les créditeurs et charges à payer;
Les revenus reportés;
Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.
Les dettes à long terme.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

S11-1 9-1 (2)

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S. O.

3. Modification de méthodes comptables

SP 3320

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la municipalité n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

SP 2200

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Le conseil municipal et les principaux dirigeants de la municipalité font parties des

S11-2 9-2

apparentés. Aucune opération avec la municipalité n'a été identifié au cours de l'exercice.

SP 3380

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3380 Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Puisque la municipalité n'avait aucun droit contractuel à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

			2018	2017
résorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de	:			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1		336 851	152 3
Découvert bancaire	2	() (
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de			, 19	
portefeuille	3			
Autres éléments				
- Placements temporaires	4		498 570	1 402 1
•	5			
-	6			
•	7			
résorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	8		835 421	1 554 5
·				
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les				
équivalents de trésorerie	9		336 851	152 3
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux				
de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de)			
'exercice	10			
Note				
Débiteurs				····
Taxes municipales	11		152 569	328 0
Faxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		.02 000	0200
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13		4 359 482	4 416 5
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14			132 7
Organismes municipaux	15			
Autres				
•	16		128 023	103 9
-	17			
	18		4 640 074	4 981 2
Montants des débiteurs affectés au remboursement de a dette à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19		501 500	593 1
Organismes municipaux	20			
Autres tiers	21			
7.44.00	22		501 500	593 1
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		141 634	91 8
Note				
Prêts				
Prêts à un office d'habitation	24			
Prêts à un fonds d'investissement	25			
Autres				
-	26			
-	27			
	28			
Provision pour moins-value déduite des prêts	29			

<u>.</u>		2018	2017
Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille Provision pour moins-value déduite des placements de	33		
portefeuille	34		
Note			
Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de			
retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et			
autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à			
prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages			
sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	70 621	78 51 <i>′</i>
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	14 758	15 348
	43	85 379	93 859
Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus d	e détails.		
Note			
Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

		2018	2017
Emprunts temporaires			
Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	439 017	515 770
Salaires et avantages sociaux	48	188 755	174 36
Dépôts et retenues de garantie	49	37 740	48 23
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Provisions charges à payer	53	83 230	14 99
-	54		
•	55		
•	56		
•	56 57		
- - Note		748 742	753 36
Note	57	748 742	753 36
Revenus reportés	57	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance	57	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	57	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires	57 58 59 60 61	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux	57 58 59 60 61 62	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57 58 59 60 61 62 63	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux	57 58 59 60 61 62 63 64	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57 58 59 60 61 62 63 64 65	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux Autres contributions de promoteurs	57 58 59 60 61 62 63 64 65 66	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux Autres contributions de promoteurs Fonds de redevances réglementaires	57 58 59 60 61 62 63 64 65	748 742	753 36
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux Autres contributions de promoteurs Fonds de redevances réglementaires Autres	57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67		
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux Autres contributions de promoteurs Fonds de redevances réglementaires	57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67	748 742 12 794	753 36 20 40
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux Autres contributions de promoteurs Fonds de redevances réglementaires Autres	57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67		
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux Autres contributions de promoteurs Fonds de redevances réglementaires Autres	57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70		
Revenus reportés Taxes perçues d'avance Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques Fonds de développement des territoires Fonds parcs et terrains de jeux Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire Société québécoise d'assainissement des eaux Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux Autres contributions de promoteurs Fonds de redevances réglementaires Autres	57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67		

						2018	2017
3. Dette à long terme	Taux d	'intérêt	Éché	ance			
-	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne				2023	73	501 500	593 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
Autros dettes à laur terres					76		
Autres dettes à long terme Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition				2020		92 378	165 601
Autres					80	593 878	758 701
Frais reportés liés à la dette à long terme					82() ()
					83	593 878	758 701

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets			Autres dettes à long terme		ng terme	Total 2018	
		Avec fonds d'amortissement	Sans for d'amortisse		_	Location- acquisition		Autres	
2019	84	9	2 9	3 600	100	59 244	109	117	152 844
2020	85	9	з 9	6 900	101	33 134	110	118	130 034
2021	86	9	4 10	0 100	102		111	119	100 100
2022	87	9	5 10	3 700	103		112	120	103 700
2023	88	9	6 10	7 200	104		113	121	107 200
2024 et +	89	9	7		105		114	122	
	90	9	в 50	1 500	106	92 378	115	123	593 878
Intérêts et frais									
accessoires	<u> </u>				107 ()	124()
	91	9	9 50	1 500	108	92 378	116	125	593 878
Note						· - ·· ·			

		2018	2017
4. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	1 744 985	2 628 283
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 () ()
Autres	128 () ()
	129	1 744 985	2 628 283

Note

Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT	-		_		-		
Infrastructures							
Eau potable	130	2 060 358	158	21 487	185	212	2 081 84
Eaux usées	131	10 053 683	159	442 433	186	213	10 496 11
Chemins, rues, routes, trottoirs,							
ponts, tunnels et viaducs	132	15 793 297	160	127 895	187	214	15 921 19
Autres	133	12 070 767	161	101 119	188	215	12 171 88
Réseau d'électricité	134		162		189	216	
Bâtiments	135	8 456 226	163	86 092	190	217	8 542 31
Améliorations locatives	136		164		191	218	
Véhicules	137	2 398 786	165	99 840	192	219	2 498 62
Ameublement et équipement		2000,00					
de bureau	138	1 023 451	166	82 030	193	220	1 105 48
Machinerie, outillage et équipeme		1 020 401	,,,,	02 000			1 100 10
divers	139	2 826 757	167	294 546	194	221	3 121 30
Terrains	140	2 020 757	168	204 040	195	222	3 12 1 30
Autres	141		169		196	223	
Autres	142	54 683 325	170 -	1 255 442	197		55 938 76
	142	34 003 323	170	1 255 442	197	224	33 330 70
mmobilisations en cours	143 _		171 _		198	225	
	144	54 683 325	172	1 255 442	199	226	55 938 76
AMORTISSEMENT CUMULÉ					•		
Infrastructures							
Eau potable	145	1 707 464	173	28 554	200	227	1 736 0°
Eaux usées	146	7 782 116	174	163 231	201	228	7 945 34
Chemins, rues, routes, trottoirs,							
ponts, tunnels et viaducs	147	12 071 045	175	278 342	202	229	12 349 3
Autres	148	5 082 078	176	400 644	203	230	5 482 72
Réseau d'électricité	149		177		204	231	
Bâtiments	150	5 117 522	178	219 151	205	232	5 336 67
Améliorations locatives	151		179		206	233	
Véhicules	152	1 480 596	180	118 387	207	234	1 598 98
Ameublement et équipement							
de bureau	153	888 666	181	45 474	208	235	934 14
Machinerie, out <mark>ill</mark> age et équipeme	ent						
divers	154	2 117 217	182	157 636	209	236	2 274 85
Autres	155 _		183 _		210	237	
	156 _	36 246 704	184	1 411 419	211	238	37 658 12
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	18 436 621	ì			239	18 280 64
Biens loués en vertu de contrats							
de location-acquisition inclus							
dans les immobilisations		406 774	0.40		0.45	A 400	426 7°
Coût	240	426 774		40.070	245	247	
Amortissement cumulé	241 (_	114 853) ²⁴⁴ (42 678) 246 () 248 (157 53
Valeur comptable nette	242	311 921				249	269 24

Note

		2018	2017
Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	636 840	636 84
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253	636 840	636 84
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9) Présentées à titre d'actifs non financiers sous le	254		
Presentees a title d'actils non financiers sous le			000.04
poste « Propriétés destinées à la revente »	255	636 840	636 84
	255	636 840	636 84
Note Autres actifs non financiers	255	636 840	636 84
poste « Propriétés destinées à la revente » Note	255 256	636 840 1 911	
Note Autres actifs non financiers			
Note Autres actifs non financiers	256		
Note Autres actifs non financiers	256 257		636 84 2 20
Note Autres actifs non financiers Frais payés d'avance	256 257		
Note Autres actifs non financiers Frais payés d'avance	256 257 258		

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 1 445 768\$ incluant TVQ. Pour honorer ses engagements, la Ville devra prévoir pour les trois prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2019 773 461\$

2020 483 874\$

2021 188 432\$

19. Droits contractuels

Conformément au bail de location de l'immeuble sis au 1002 Boulevard Quévillon (ancien garage municipal) conclu entre la Ville de Lebel-sur-Quévillon et des citoyens corporatif, les revenus prévus pour 2019 sont de l'ordre de 58 000 \$ annuellement.

En vertu d'une entente triennale (2018-2019-2020) visant la fourniture par la Ville de Lebel-sur-Quévillon de certains services au Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie James, la Ville recevra en 2019 une contrepartie financière brute de 159 854 \$. Pour la dernière année, soit 2020, la Ville recevra un montant similaire mais dépendamment de la variation de l'évaluation foncière.

Finalement, en vertu d'ententes de redistribution convenues avec Hydro-Québec concernant la construction de centrales hydro-électriques, la Ville de Lebel-sur-Quévillon recevra en 2019 les sommes suivantes :

Entente EM1 : 271 671 \$ (13 de 15 versements);

Entente EM1-A : 610 567 \$ (13 de 50 versements).

Pour les prochaines années, la Ville recevra sensiblement des montants similaires, lesquels pourront toutefois varier selon l'évolution de la population.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S O.

21. Actifs éventuels

S.O.

S11-9 9-9

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

S.O.

24. Instruments financiers

s.o.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES RÉSULTATS DÉTAILLÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 841 955	2 860 729		2 860 729	2 823 826
Compensations tenant lieu de taxes	2	262 570	271 085		271 085	254 895
Quotes-parts	3					
Transferts	4	2 023 070	1 900 506		1 900 506	1 841 487
Services rendus	5	611 265	651 856	Section 1	651 856	759 851
Imposition de droits	6	39 000	116 059		116 059	271 677
Amendes et pénalités	7	41 500	33 384	2 - 11 - 11	33 384	43 930
Revenus de placements de portefeuille	8	41 300	33 304		33 304	70 000
Autres revenus d'intérêts	9	59 000	53 751		53 751	79 510
Autres revenus	10	1 200	53 565		53 565	110 535
Effet net des opérations de restructuration	11	1 200	55 505		33 303	110 333
Ellet het des operations de restructuration	12	5 879 560	5 940 935		5 940 935	6 185 711
Investissement		0 070 000	0 0 10 000		0 0 10 000	0.00711
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		89 583		89 583	160 885
Imposition de droits	16		00 000		00 000	100 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets	10					
•						
d'entreprises municipales et de partenariats				10.00		
commerciaux	19	0.000	89 583		89 583	160 885
0	20	E 070 ECO				
	21	5 879 560	6 030 518		6 030 518	6 346 596
Charges						
Administration générale	22	1 107 745	1 149 915	46 322	1 196 237	1 140 469
Sécurité publique	23	343 780	268 876	24 444	293 320	307 122
Transport	24	1 711 740	1 697 606	724 329	2 421 935	2 389 860
Hygiène du milieu	25	633 985	665 272	309 762	975 034	852 660
Santé et bien-être	26	28 075	36 873	000 102	36 873	72 800
Aménagement, urbanisme et développement	27	382 630	332 417	20 724	353 141	625 133
Loisirs et culture	28	1 505 470	1 482 799	285 838	1 768 637	1 760 899
Réseau d'électricité	29	1 303 470	1 702 / 33	203 030	1 700 007	1 100 033
Frais de financement	30	35 000	24 905		24 905	21 495
Effet net des opérations de restructuration		33 000	24 303	100	24 300	21 490
Amortissement des immobilisations	31		1 411 419	(1411419)		
	32		1411419	(1411419)		
Amortissement des immobilisations	33	5 748 425	7 070 082	4	7 070 082	7170 438

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		20	018	2017	
		Budget	Réalisations	Réalisations	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	131 135	(1 039 564)	(823 842)	
Moins: revenus d'investissement	2 ()	(89 583) (160 885	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercic	e				
avant conciliation à des fins fiscales	3	131 135	(1 129 147)	(984 727)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Amortissement	4		1 411 419	1 425 114	
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6				
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8		1 411 419	1 425 114	
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre				 	
d'investissement et participations dans des					
entreprises municipales et des partenariats					
commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			186 338	
Troviolett pour memo value / mount as value.	15			186 338	
Financement	10		·		
Financement à long terme des activités de					
fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (78 900)	(73 222) (90 459	
Remboursement de la dette a long terme	18	(78 900)	(73 222)	(90 459)	
A SEC - A-Aliana	10	(10000)	(10 222)	(00 400)	
Affectations	/	E2 22E \	(50.005.) (40.004	
Activités d'investissement	19 (52 235)	(52 235) (49 094	
Excédent (déficit) accumulé			30 296	5 352	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté Excédent de fonctionnement affecté	20		30 290	710 426	
Réserves financières et fonds réservés	21		1 257	(27 500)	
	22		1 231	(27 300)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir Investissement net dans les immobilisations	23				
	24				
et autres actifs	24	(52 235)	(20 682)	639 184	
	23	(32 233)	(20 002)	033 104	
	26	(131 135)	1 317 515	2 160 177	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercic			400.000	4 475 450	
à des fins fiscales	27		188 368	1 175 450	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		_	2018	2017
			Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	_ <mark>1</mark>		89 583	160 885
CONCILIATION À DES FINS FISCALES Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(5 410) (
Sécurité publique	3	(24 790) (6 223
Transport	4	(732 080) (733 675
Hygiène du milieu	5	(425 562) (5 985
Santé et bien-être	6	()(
Aménagement, urbanisme et développement	7	()(229 851
Loisirs et culture	8	(67 600) (41 370
Réseau d'électricité	9	()(
	10	(_	1 255 442) (1 017 104
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux Émission ou acquisition	12	()(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			186 187
Affectations Activités de fonctionnement Excédent accumulé	14		52 235	49 094
Excédent de fonctionnement non affecté	15		696 598	220 109
Excédent de fonctionnement affecté	16		000 000	329 362
Réserves financières et fonds réservés	17		383 321	320 002
	18		1 132 154	598 565
	19		(123 288)	(232 352)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			(33 705)	(71 467)
a uco illo liocaleo	20		(33 / 03)	(71407)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CHARGES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération		2.049.465	2 093 688	4 992 077
Remuneration	1	2 048 465	2 093 688	1 882 077
Charges sociales	2	464 460	408 286	459 471
Biens et services	3	3 163 500	3 120 248	3 122 940
Frais de financement Intérêts et autres frais sur la dette à long ter à la charge	rme			
De l'organisme municipal	4	30 500	19 410	
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	6			17 150
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	4 500	5 495	4 345
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11	37 000	11 536	259 341
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14		1 411 419	1 425 114
Autres				
-	15			
-	16			
	17			
	18	5 748 425	7 070 082	7 170 438

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1 2 3 4 4 5 6 6 7 8 9 10 EAU 31 DÉCE 11 12 13 15 16 17	MBRE) (
2 3 4 5 6 7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	MBRE) (
2 3 4 5 6 7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	EMBRE () (
3 4 5 6 7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	EMBRE () (
3 4 5 6 7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	EMBRE () (
4 5 6 7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	EMBRE () (
5 6 7 8 9 10 : AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	MBRE) (
6 7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	:MBRE) (
6 7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	() (
6 7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	EMBRE () (
7 8 9 10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	EMBRE () (
8 9 10 4 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	() (
9 10 E AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	() (
10 AU 31 DÉCE 11 12 13 14 15 16 17	EMBRE () (
11 12 13 14 15 16 17	() (
11 12 13 14 15 16 17	() (
12 13 14 15 16 17	() (
12 13 14 15 16 17	() (
13 14 15 16 17	() (
14 15 16 17	() (
15 16 17	() (
15 16 17) (
16 17		, (
17		
18		
19		
20		
21		
22		
DE PORTEFE	UILLE	
23		
26		
	restissement, v.compr	ris
	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	
s de prêts		
	22 T ÉQUIVALEN DE PORTEFE 23 24 25 26	TÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DE PORTEFEUILLE 23 24 25 26 lle à titre d'investissement, y comp

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSI	ILTATS		
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3 4		
	<u> </u>		
Charges			
Créances douteuses	•		
Radiation de prêts Variation de la provision pour moins-value	5 6		
variation de la provision pour moins-value	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCII	RE AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15	\ /	
Provision pour moins-value	16 () (
	17		
	18	<u> </u>	
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21 22		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
		TRÉSORERIE	
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET DES PLACEMEN	ET ÉQUIVALENTS DE IS DE PORTEFEUILLE		
ET DES PLACEMEN Libres			
ET DES PLACEMEN	IS DE PORTEFEUILLE		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULT	ATS		
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière Revenus provenant de la gestion de l'exploitation	1		
du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7		
A stillite of projets do poles on refer do to tentitate	8		
Activités et projets de mise en valeur du territoire	9		
•	10		
_	11		
	12		
_	13		
-	14		
	15		
	16		
Excédent (déficit) de l'exercice	17	•	
SITUATION FINANCIÈRE	AU 31 DÉCEME	BRE	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20	,	
Provision pour créances douteuses	21 (<u> </u>	
Autres	23		
Autres	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30 31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur	31		
du territoire	32		
Note sur les autres actifs			
Note sur les créditeurs et charges à payer			
Note sur les autres revenus reportés			
Note sur les autres passifs			
11010 dat too datioo paootto			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

AU 31 DECEMB		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 708 234	2 246 761
Excédent de fonctionnement affecté	2	930 943	930 943
Réserves financières et fonds réservés	3	859 635	1 244 213
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () (
Financement des investissements en cours	5	(1 659 538)	(1 625 833)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	18 825 106	18 907 860
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7 8	20 664 380	21 703 944
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		20 004 300	21703 544
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 708 234	2 246 761
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 708 234	2 246 761
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- ************************************	12	404.045	404.045
- Étangs aérés	13	134 015	134 015
- Dév. récréotouristique	14	150 000	150 000
- Dév.économique	15	520 520	520 520
- Soutien organismes	16	47 625	47 625
- Maintien taux taxes	17	28 518	28 518
- Immobilisations	18	265	265
- Flotte véhicules	19	50 000	50 000
-	20 21	930 943	930 943
Organismes contrôlés et partenariats 1	21	330 343	930 943
-	22		
•	23		
-	24		
	25		
	26	930 943	930 943
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale	47		
-	27		
- AD	28		
•	29		
•	30		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	31		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	32		
- Organismos controles et partenanats	33		
<u> </u>	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement		040.070	4 000 000
Administration municipale	37	816 679	1 200 000
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
A A			
Autres		40.000	44.040
Autres - Jeune relève	45	42 956	44 213
	45 46 47	42 956 859 635	44 213 1 244 213

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018		2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation			
avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres			
avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	,		,
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres	,	\	,
avantages sociaux futurs	53 ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Assainissement des sites contaminés	55 () (,
922	56 (())
Appariement fiscal pour revenus de transfert Autres	57 (, (,
Aulies	50 () (,
	58 (()	,
	59 (60 (- 	
Mesures d'allègement fiscal transitoires	- 00 (/\	
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (í í	í
Mesures relatives à la TVQ	(, (,
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () (j
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres			
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres	,		,
-	72 () ()
•	73 () (
FIGURE 1 - CONTROL - CONTR	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS			
	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	70		
Autres	78		
Autica	79		
	80		
	81 () (1
	01 (/ (

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018		2017		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)					
Financement des investissements en cours					
Financement non utilisé	82				
Investissements à financer	83 (1 659 538) (1 625 833		
	84	(1 659 538)	(1 625 833)		
nvestissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif					
Immobilisations	85	18 280 644	18 436 621		
Propriétés destinées à la revente	86	636 840	636 840		
Prêts	87				
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88				
Participations dans des entreprises municipales et des					
partenariats commerciaux	89				
	90	18 917 484	19 073 461		
Ajustements aux éléments d'actif	91				
	92	18 917 484	19 073 461		
Éléments de passif correspondant					
Dette à long terme	93 (593 878) (758 701		
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () (
Montants des débiteurs et autres montants affectés					
au remboursement de la dette à long terme	95	501 500	593 100		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96				
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97				
	98 (92 378) (165 601		
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de					
passif	99 () (
	100 (92 378) (165 601		
	101	18 825 106	18 907 860		

S24-1

18-1

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

A)	RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RET	RAIT	Régi	PRESTATION mes de retraité enregistrés		TERMINÉES Régimes supplémentaires de retraite
	Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1			- 2	
	Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarie	lle e	t autro	es renseigne	- ment	s
				2018		2017
	Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			2010	-	2017
	Actif (passif) au début de l'exercice	3				
	Charge de l'exercice	4	()	(
	Cotisations versées par l'employeur	5	`		,	
	Actif (passif) à la fin de l'exercice	6			• -	
	Cituation actuarially any fine da la comptabilization					
	Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation Valeur des actifs à la fin de l'exercice	_				
	Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de	7				
	l'exercice	8	()	(
	Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	`		. /	
	Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10				
	Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour				•	
	moins-value	11				
	Provision pour moins-value	12	(,)	(
	Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13			•	
	Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs Nombre de régimes en cause	14				
	Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15			•	
	Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de					
	l'exercice	16	()	(
	Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	(
	Charge de l'exercice					
	Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18				
	Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19				
	·	20			•	
	Cotisations salariales des employés	21	()	(
	Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes					
	interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	(.)	(
	Americanoment des nortes estuarielles (agine estuariele)	23				
	Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une	24				
	modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-valu	A 05				
	Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26				
	Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27				
	Variation de la provision pour moins-value	28				
	Autres					
	-	29				
	•	30				
	Charge de l'exercice excluant les intérêts	31				
	Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	,		,	,
	Rendement espéré des actifs Charge d'intérêts notte (intérêts créditeurs note)	33	·—		.)	(
	Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) Charge de l'exercice	34			•	
	CHAIGE UE I EXCICICE	35				

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018		2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 () ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations			
constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la			
valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de			
titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non</u>			
<u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des			
obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins			
de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

PRESTATIONS DÉTERMINÉES			gimes d'avantages mplémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	_		54	
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évalua renseignements	ntion	actua	arielle (s'il y a lid	eu)	et autres
			2018		2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs Actif (passif) au début de l'exercice					
Charge de l'exercice	55 56	(,		()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	`	•	•	,
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58				
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation					
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59				
Valeur des obligations au titre des prestations constituées					
à la fin de l'exercice	60	()	(()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61				
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de	62				
l'exercice avant la provision pour moins-value	63				
Provision pour moins-value	64	()	(()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice					
rexercice	65	_			
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs					
Nombre de régimes et avantages en cause	66				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67				
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice		1	,		*
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	68 69	}—	 ;		}'
•	-	`			·
Charge de l'exercice					
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice Coût des services passés découlant d'une modification de régime	70				
Cour des services passes decodiant d'une modification de régime	71 72				
Cotisations salariales des employés	73	()	((
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal	,,,	•	,	•	,
est le promoteur	74	()	(()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75				
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision	76				
pour moins-value	77				
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78				
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime Variation de la provision pour moins-value	79 80				
C24.2	00				40.0

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017	
Autres					
-	81				
•	82 _		_		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	-			
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84			•	
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 _		_		
Charge de l'exercice	87		-		
Informations complémentaires		II.			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88				
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_		_)	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		_		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations					
constituées	91				
Prestations versées au cours de l'exercice	92				
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la					
valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93				
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de					
titres de créances émis par l'organisme municipal	94				
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires					
de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées					
à la ligne 60	95				
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96				
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation					
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)					
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97		%		%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98		%		%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99		%		%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100		%		%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101		%		%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102		%		%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103				
Autres hypothèses économiques					
-	104				
•	105				

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C)	RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES			
	Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		
	Description des régimes et autres renseignements			
	Régime de retraite collectif GE54992 pour les emplo détenu chez Great West London Life Canada-Vie, no a Cotisation salariale obligatoire de 5% du gain brut cotisation supplémentaire volontaire.	gréement R régulier	Q 25067. avec possibilit	é de
	Cotisation obligatoire de l'employeur de 5% du gair	n brut régu	-	_
	Charge de l'exercice		2018	2017
	Cotisations de l'employeur			
	Régime de prestations supplémentaires des maires et des			
	conseillers des municipalités	107		
	Régime volontaire d'épargne-retraite	107		
	Régime de retraite simplifié	109		
	Régime de retraite par financement salarial	110		
	Autres régimes	111	70 621	78 511
	7 ta 1.00 To g 1.1100	112	70 621	78 511
D)	AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres) Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 Description des régimes et autres renseignements			
			2018	2017
	Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur	114 _		
E)	RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX			
			2018	2017
	Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	4	7
	Description du régime			

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

S24-5 18-5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	3 203	3 325
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	10 793	11 206
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	3 965	4 142
	119	14 758	15 348

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

TAVES	Budget 2018		Réalisations	Réalisations	
axes générales Taxe foncière générale Taxes spéciales Service de la dette Activités de fonctionnement Activités d'investissement axes de secteur Taxes spéciales Service de la dette Activités de fonctionnement Activités de fonctionnement Activités d'investissement		<u> </u>	2018	2017	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 281 195	2 302 083	2 278 084	
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	2 281 195	2 302 083	2 278 084	
CUID LINE ALITDE DACE					
•		207.000	200 500	200 77	
	10	267 980	266 588 132 396	260 777 129 330	
	11	132 865	132 396	129 330	
	12	440.070	145 774	140.05	
	13	146 270	145 774	142 850	
-	14				
-	15				
Contrac divinos o 0 1 1	16	12.045	12 100	10 70	
<u>-</u>	17	12 945	13 188	12 785	
	18				
	19				
	20				
Activités d'investissement	21	560 060	557 946	545 742	
	22	200 000	557 946	545 / 42	
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24	700	700		
	25	700	700		
	26	560 760	558 646	545 742	
		2 244 055	0.000.700	2 002 004	
	27	2 841 955	2 860 729	2 823 826	

Non audité		Budget	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXE	S	2018	2018	2017
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du	ı			
gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	23 900	23 901	23 901
Taxes sur une autre base				
	29			
	30	4.050	4.050	4.050
	31	4 250	4 252	4 252
Immeubles des réseaux	32	28 150	28 153	28 153
	33	54 000	53 238	51 160
	34	34 000	33 236	31 100
	35	180 000	189 272	175 160
	36	234 000	242 510	226 320
Autres immeubles		· - · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		
Immeubles de certains gouvernements et				
d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
	38			
	39			
	40			
	41	262 150	270 663	254 473
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	420	422	422
Taxes sur une autre base				
·	43			
	44			
	45	420	422	422
ORGANISMES MUNICIPAUX				
	46			
Taxes sur une autre base				
	47			
	48			
AUTOFO				
AUTRES Taxes foncières des entraprises				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	40			
	49 50			
	50 51			
	52	262 570	271 085	254 895

Non audité		Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSF FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	25 500	21 329	24 357
Sécurité publique				
Police Sécurité incendie	54 55	5 000	2 630	5 938
Sécurité civile	56	3 000	2 030	3 930
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun	0.4			
Transport régulier Transport adapté	61 62	43 000	44 595	42 483
Transport adapte Transport scolaire	63	43 000	44 393	42 403
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	68 69			
Réseau de distribution de l'eau potable Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles	• •			
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres Autres	75 76			
Cours d'eau	76 77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	4 000	8 196	639
Aménagement, urbanisme et développeme				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine Promotion et développement économique	84 85			
Autres	86		2 709	53 322
Loisirs et culture	00		2703	00 022
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89	34 500	30 825	22 000

112 000

90

91

Réseau d'électricité

148 739

110 284

Non audité	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES (PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFER INVESTISSEMENT			
Administration gánárala	92		
Administration générale Sécurité publique	92		
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95	22 169	
Autres	96	22 100	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104	67 414	142 93
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		17 94
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
As a second seco	130	89 583	160 885

TOIL GRAIT	N	on	audité
------------	---	----	--------

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation	1			
municipale	131			
Péréquation	132	548 070	548 192	337 605
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les				
ressources naturelles	134	433 000	309 790	435 677
Compensation pour la collecte sélective				
de matières recyclables	135	71 000	72 407	70 806
Fonds de développement des territoires Contributions des automobilistes pour le	136			
transport en commun - Droits				
d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139	859 000	859 833	848 660
	140	1 911 070	1 790 222	1 692 748
TOTAL DES TRANSFERTS	141	2 023 070	1 990 089	2 002 372

Non audité		Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		2018	2018	2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144	27 820	13 971	26 180
	145	27 820	13 971	26 180
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	13 910	12 137	13 090
Sécurité civile	148	870	241	820
Autres	149	870	3 277	820
T	150	15 650	15 655	14 730
Transport				
Réseau routier	454			
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153	0.000	2 222	0.000
Transport collectif	154	3 000	3 300	3 300
Autres	155 156	3 000	3 300	3 300
Hygiène du milieu	150	3 000	3 300	3 300
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles	100			
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables	101			
Collecte sélective				
Collecte et transport	162	20 860	12 962	19 635
Tri et conditionnement	163	20 000	12 302	13 000
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
7,000	169	20 860	12 962	19 635
Santé et bien-être		20,000	12 002	- 10 000
Logement social	170			
Autres	171			
7.00.00	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176	1 500		
Autres	177	1 500		
Loisirs et culture	***	1 303		
Activités récréatives	178	97 360	102 490	91 640
Activités culturelles		0. 000	102 100	0.040
Bibliothèques	179	8 690		8 185
Autres	180	3 480	23 410	5 273
Milies	181	109 530	125 900	105 098
Réseau d'électricité	182	109 330	125 900	100 080
reseau d'electricité	102			
	183	178 360	171 788	168 943
	,,,,	1,0000	171700	100 340

Non audité		Budget	Réalisations 2018	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2018	2018	2017
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184			
Évaluation	185	00.750	00.000	77.000
Autre	186	80 750 80 750	83 098 83 098	77 898 77 898
Sécurité publique	187	00 7 30	83 090	11 090
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191	1 000	2 603	4 977
	192	1 000	2 603	4 977
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige Autres	194	1 000	6 236	(10)
Transport collectif	195	1 000	0 230	(10)
Transport collectif				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200		26 829	
	201	1 000	33 065	(10)
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	206 207			
Autres	207	18 000	34 917	28 108
Cours d'eau	209	10 000	34 917	20 100
Protection de l'environnement	210			
Autres	211		279	11 098
	212	18 000	35 196	39 206
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215	7 000	10 791	44 541
Aménagement, urbanisme et	216	7 000	10 791	44 541
développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	047			
Rénovation urbaine	217 218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220	62 100	61 254	25 958
	221	62 100	61 254	25 958
Loisirs et culture			-:	
Activités récréatives	222			
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	263 055	254 061	398 338
	225	263 055	254 061	398 338
Réseau d'électricité	226_			
	227	432 905	480 068	590 908
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	611 265	651 856	759 851

Non audite		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	13 500	18 888	13 900
Droits de mutation immobilière	230	25 000	96 896	257 777
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232	500	275	
	233	39 000	116 059	271 677
AMENDES ET PÉNALITÉS	234	41 500	33 384	43 930
REVENUS DE PLACEMENTS				
DE PORTEFEUILLE	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	59 000	53 751	79 510
<u></u>				,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			
Produit de cession de propriétés destinées				
à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et				
sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le				
transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	1 200	53 565	110 535
	246	1 200	53 565	110 535
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE				
RESTRUCTURATION	247			

ANALYSE DES CHARGES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Budget 2018			Réalisations 2018		Réalisations
		ns ventilation amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	157 465	135 941		135 941	172 006
Greffe et application de la loi	2	182 035	148 609		148 609	189 421
Gestion financière et administrative	3	488 890	530 537	46 322	576 859	525 104
Évaluation	4	95 900	92 775		92 775	108 261
Gestion du personnel	5	80 795	83 800		83 800	82 479
Autres	-					
-	6	102 660	158 253		158 253	63 198
-	7					
	8	1 107 745	1 149 915	46 322	1 196 237	1 140 469
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	126 945	126 226		126 226	118 141
Sécurité incendie	10	171 975	104 124	24 444	128 568	149 662
Sécurité civile	11	7 860	3 848		3 848	3 065
Autres	12	37 000	34 678		34 678	36 254
	13	343 780	268 876	24 444	293 320	307 122
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	839 090	850 885	488 968	1 339 853	1 291 104
Enlèvement de la neige	15	593 765	549 127	26 968	576 095	582 554
Éclairage des rues	16	63 000	52 888	16 493	69 381	109 928
Circulation et stationnement	17	32 000	22 893		22 893	18 231
Transport collectif						
Transport en commun	18	50 000	88 011		88 011	37 448
Transport aérien	19	133 885	133 802	191 900	325 702	350 595
Transport par eau	20					
Autres	21					
awar.	22	1 711 740	1 697 606	724 329	2 421 935	2 389 860

	Budget 2018			Réalisations 2018		Réalisations
		ns ventilation mortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de	Total	2017
	uera	inorussement	de i amortissement	Tamorussement		.; .;
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout		004 005	400 500	00.440	000 054	0.47.070
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	221 065	198 532	88 419	286 951	247 872
Réseau de distribution de l'eau potable	24	63 255	67 296	27 374	94 670	52 015
Traitement des eaux usées	25	57 000	51 704	147 303	199 007	195 052
Réseaux d'égout	26	80 175	77 601	40 428	118 029	157 672
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Çollecte et transport	27	138 490	183 851	6 238	190 089	135 404
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	74 000	86 288		86 288	64 645
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres						
Cours d'eau	36					
	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	000 005	005 070	200 700	075 024	852 660
	40	633 985	665 272	309 762	975 034	852 660
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	6 000	1 530		1 530	136
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	22 075	35 343		35 343	72 664
	44	28 075	36 873		36 873	72 800
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT		5				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	220 940	234 338	20 724	255 062	193 243
Rénovation urbaine	-10					
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique	71					
Industries et commerces	48	120 000	59 495		59 495	213 522
Tourisme		31 490	31 480		31 480	25 769
Autres	49	10 200	7 104		7 104	6 261
	50	10 200	7 104		7 104	186 338
Autres	51	000.000	000 447	20.724	050 444	
	52	382 630	332 417	20 724	353 141	625 133

	Budget 2018			Réalisations 2018		Réalisations
	Sar	s ventilation mortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	873 960	921 247	71 753	993 000	890 522
Patinoires intérieures et extérieures	53 54	187 710	183 683	19 369	203 052	230 840
Piscines, plages et ports de plaisance	55	31 115	20 996	2 805	23 801	28 042
Parcs et terrains de jeux	56	40 650	44 765	140 733	185 498	183 262
Parcs régionaux	5 0	40 000	77 700	140 700	100 400	100 202
Expositions et foires	57 58					770
Autres	58 59	103 555	113 171	9 630	122 801	100 588
Addies	60	1 236 990	1 283 862	244 290	1 528 152	1 434 024
Activités culturelles	60	1 230 930	1 203 002	277 230	1 320 132	1 454 024
Centres communautaires	0.4			396	396	396
Bibliothèques	61	91 310	73 032	19 375	92 407	95 212
Patrimoine	62	91310	73 032	19 37 3	92 407	95 212
Musées et centres d'exposition						
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres Autres	64	177 170	125 905	21 777	147 682	231 267
Autres	65	268 480	198 937	41 548	240 485	326 875
	66 67	1 505 470	1 482 799	285 838	1 768 637	1 760 899
	6/	1 303 470	1 402 733	203 030	1 700 037	1 700 099
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				***	
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	30 500	19 410		19 410	17 150
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	4 500	5 495		5 495	4 345
	73	35 000	24 905	1000	24 905	21 495
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE						
RESTRUCTURATION	74					
NEST ROCTORATION	74	W			- 7 TOWNS 7 -	*
AMORTISSEMENT DES						
IMMOBILISATIONS	75		1 411 419	(1411419)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom:	Lebel-sur-Quévillon
Code géographique :	99005
Type d'organisme municipal :	Municipalité locale



TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement	
et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

S30

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2	21 487	
Usines et bassins d'épuration	3	442 433	5 985
Conduites d'égout	4		0 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	127 895	212 851
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	101 119	213 464
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	86 092	318 382
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	99 840	186 187
Ameublement et équipement de bureau	18	82 030	39 315
Machinerie, outillage et équipement divers	19	294 546	40 920
Terrains	20		
Autres	21		
	22	1 255 442	1 017 104

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Infrastructures autres que pour nouveau			
développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24	21 487	
Usines et bassins d'épuration	25	442 433	5 985
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	229 014	426 315
Infrastructures pour nouveau développement			
(ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	562 508	584 80
	34	1 255 442	1 017 104

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

lon audité		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
_a dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation Excédent accumulé affecté au	1				
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	6	165 601		73 223	92 37
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	7	105.004		70.000	
	8	165 601		73 223	92 37
Par les tiers (montants affectés au emboursement de la dette à long terme) Débiteurs Gouvernement du Québec et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers	9 10 11	593 100 593 100		91 600 91 600	501 50 501 50
Débiteurs encaissés non encore appliqués		593 100		91600	50150
	13				
au remboursement de la dette				21.222	501 50
au remboursement de la dette	14	593 100		91 600	
	14	593 100		91 600	30130
Revenus futurs découlant des ententes		593 100		91 600	30130
		593 100		91 600	30130
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québe		593 100		91 600	30130
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québe Prêts, placements de portefeuille à titre	9C 15		ш		
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québe Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	eC 15	593 100		91 600	501 50
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québe Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs Autres	16 17 18 19				501 50 593 87
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québe Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs Autres	16 17 18 19 20 (593 100		91 600	501 50
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québe Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs Autres	16 17 18 19	593 100		91 600	501 50

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2018

Administration municipale		
Dette à long terme	1	593 878
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 659 538
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
	7	
Fonds d'amortissement		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	-0400
Débiteurs	9	501 500
Revenus futurs découlant des ententes		
conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
•	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 751 916
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		1 751 916
	16	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme	16	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes	16	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme	16	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes	16	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine	16 17	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes	16 17 18	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme	16 17 18	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes	16 17 18 19 20	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme	16 17 18 19 20	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme	16 17 18 19 20	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à	16 17 18 19 20	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	16 17 18 19 20 21 22	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à	16 17 18 19 20 21 22 23	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-	16 17 18 19 20 21 22 23	1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	16 17 18 19 20 21 22 23	1 751 916 1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-	16 17 18 19 20 21 22 23 24	1 751 916 1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-	16 17 18 19 20 21 22 23 24	1 751 916 1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	16 17 18 19 20 21 22 23 24	1 751 916 1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité	16 17 18 19 20 21 22 23 24	1 751 916 1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	16 17 18 19 20 21 22 23 24	1 751 916 1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux	16 17 18 19 20 21 22 23 24	1 751 916 1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à	16 17 18 19 20 21 22 23 24	1 751 916 1 751 916
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés Endettement net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes Municipalité régionale de comté Communauté métropolitaine Autres organismes Endettement total net à long terme Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux	16 17 18 19 20 21 22 23 24	1 751 916 1 751 916 1 751 916

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audite	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et		Ñ.	
développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25		

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 255 442	1 017 104
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 255 442	1 017 104

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	11,00	35,00	14 576,88	568 276	117 153	685 429
Professionnels	2	,	,				
Cols blancs	3	10,00	32,50	13 783,43	419 247	93 263	512 510
Cols bleus	4	54,00	38,00	44 312,31	982 910	179 197	1 162 107
Policiers	5						
Pompiers	6	26,00	5,00	1 927,00	44 659	3 459	48 118
Conducteurs et opérateurs							
(transport en commun)	7	9-					
	8	101,00		74 599,62	2 015 092	393 072	2 408 164
Élus	9	7,00			78 596	15 214	93 810
	10	108,00			2 093 688	408 286	2 501 974

^{1.} Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernemen	t du Qué	bec	Gouvernement	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total	Total
		Fonctionnement	Investi	ssement	du Canada			
Transport en commun	11							
Eau et égout								
Approvisionnement et traitement de								
l'eau potable	12							
Réseau de distribution de l'eau potable	13							
Traitement des eaux usées	14							
Réseaux d'égout	15							
Autres	16	110 284	•	879 805			1 990 089	}
	17	110 284	•	879 805			1 990 089)

^{2.} En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non	au	di	té

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	24 905	21 495
	4	24 905	21 495
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres			
Transport collectif	12		
Autres	13		
Autes	14		
Hygiène du milieu	15		
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles	30		
Bibliothèques	27		
Autres	37		
7,44,69	38		
Réseau d'électricité	39	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
INESCAU U CICCLITCILE	40	24 905	21 495
	41	24 905	21490

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	,		2018	2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle				
Autres	3			
Autres revenus	4			
Autres revenus	<u>5</u>			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut				
Frais d'exploitation	8			
·	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
Partie imputée à la municipalité pour	13			
consommation d'électricité	() () (
Consommation defectivité	14	·	/ (
- ()	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant				
conciliation à des fins fiscales	16		 	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de				
fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations	20			
et autres actifs	30			
2- 22- 24 MAIIA	30 31		·	
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement	32			
de l'exercice à des fins fiscales	33			
	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Poirier, Alain	24 601	12 301
Rivard, Julie	4 920	2 460
Bussière, Gregory	4 920	2 460
Roy, Valérie	4 100	2 050
Girard, Evelyne	4 920	2 460
Mailhiot, Marie-Christine	4 100	2 050
Lemoyne, Gérald	4 999	2 255

Note

^{1.} Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régle, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Non audité	OUI	NON	S.O.
1.	Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 200 000 \$	
2.	L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2	3 X	4
L	es questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités	seulement.		
3.	La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	6 X	
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4.	La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	9 X	

QUESTIONNAIRE (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	non audite	OUI	NON
5.	La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10	11 X
	Si oui, indiquer les montants suivants :		
	a) le montant total versé en 2018	12	\$
	b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	\$
6.	La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2º du 1er alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14	15 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7.	La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17	18 X
	Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
	a) crédits de taxes	19	\$
	b) autres formes d'aide	20	\$
8.	Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
	Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
	Facteur comparatif de 2018	22	
	Valeur uniformisée	23	

QUESTIONNAIRE (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

9.	Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du Volet entretien du réseau local (ERL) du		
	Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ	24	\$
	Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
	a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
	- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	25	\$
	- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	26	\$
	b) Dépenses d'investissement	27	\$
	c) Total des frais encourus admissibles	28	\$
	d) Description des dépenses d'investissement :	E E	
	e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28		
	n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :		
	Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil		
	municipal atteste de la véracité des frais encourus et du		
	fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
	a) Numéro de la résolution	29	
	b) Date d'adoption de la résolution	30	

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom:	Lebel-sur-Quévillon			
Code géographique :	99005			
Type d'organisme municipal :	Municipalité locale			



TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Ville de Lebel-sur-Quévillon,

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la ville de Ville de Lebel-sur-Quévillon (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l' « état »).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit du tableau au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

- j'identifie et évalue les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquiert une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville ;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

Daniel Letreaut CAA auditeur CA

Daniel Tétreault, CPA, auditeur CA 122, 6e Avenue Ouest Amos (Québec) J9T 3Z3

DATE 2019-04-05

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

REVENUS ADMISSIBLES	
Revenus de taxes Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	1 2 860 729
Ajouter	
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation fonc	cière 3
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4
Déduire	
Taxes d'affaires	5 700
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	₇ 381 525
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8 13 188
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10 2 465 316
ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES	
Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	₁₁ 111 733 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12 112 257 100
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13111 995 350
TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018 (Ligne 10 + ligne 13 x 100)	14 [2] , [2]0 [1]3 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom:	Lebel-sur-Quévillon
Code géographique :	99005
Type d'organisme municipal :	Municipalité locale



TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES REVENUS DE TAXES EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

		-
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 318 80
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur	·	
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	2 318 805
		201000
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	301 630
Égout	11	140 900
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	162 625
Autres		
•	14	
	15	
•	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	618 155
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	700
	25	700
	26	618 85
	27	2 937 660

DONNÉES PRÉVISIONNELLES REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		24 200
Taxes sur la valeur foncière Taxes sur une autre base	1	24 360
	_	
Taxes, compensations et tarification Taxes d'affaires	2	
	3	4 250
Compensations pour les terres publiques	<u>4</u> 5	28 610
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	56 500
Cégeps et universités	7	55 555
Écoles primaires et secondaires	8	200 800
Ecolog Pilinailog of Goodingalion	9	257 300
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	285 910
CONVERNENT DU CANADA ET CEC ENTREDICEC		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES	_	420
Taxes sur la valeur foncière	15	430
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	430
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base	10	
Taxes, compensations et tarification	20	
Taxos, componential of tarmouton	21	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
		000 040
	25	286 340

DONNÉES PRÉVISIONNELLES CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite) EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Assiette	Tau	ux adopté	Revenus	Crédits/	Dotation à	Autres	Revenus
laxes sur la valeur foncière	d'application imposable			bruts	Dégrèvements - ———	la provision	ajustements	nets
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)) <u>j</u>	X 2	/100\$	3			A A	
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$	6	I STATE OF			
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$	15				
Terrains vagues desservis		•		•••••				
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$	18				
Autres	19	X 20	/100\$	21				
Immeubles agricoles	22	. x ₂₃	/100\$	24				
otal	***************************************	• •••••	••••••	25	26()	27 (20 2	9
「axes spéciales Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$	32	rotal La			14 (5.5
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$	35	A 15111 - 1			
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39		/100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$	44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$	47	100			
Autres	48	V 40	/100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$	53				
otal			•	54	55 ()	56 ()	57 5	i8
	Valeur locative							
	imposable	_						
Taxe d'affaires sur la valeur locative		- × 60	%	61	62(63 ()	64 6	55

DONNÉES PRÉVISIONNELLES CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Assiette	Taux adopté	Revenus	Crédits/	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
	d'application imposable		bruts	Dégrèvements	ia provision	ajustements	nets
Taxes sur la valeur foncière Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x ₂ /100\$ ₃			6.0. 10 10 10		3.0
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 93 466 350	x 5 1,7300 /100\$ 6	1 610 630				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 2 565 000	x 8 1,9200 /100\$ 9	49 250				
Immeubles non résidentiels	10 10 215 500	x 11 3,7300 /100\$ 12	369 710				
Immeubles industriels		x 14 4,8500 /100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$ 18	3				
Autres	19 157 000		5 330				P 1 - 2 - 1 - 2
Immeubles agricoles	22	x 23 /100\$ 24	4				
Total	***************************************	25	0.040.000	6() 2	7() 2	28 29	2 318 805
							
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	x 31 /100\$ 32	2				
Service de la dette (taux variés)		***************************************	***************************************				
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x 34 /100\$ 35	5				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x 37 /100\$ 30	B				
Immeubles non résidentiels	39	x 40 /100\$ 4	1				
Immeubles industriels	42	x 43 /100\$ 44	4				
Terrains vagues desservis	***************************************	***************************************	***************************************				
Immeubles non résidentiels	45	x 46/100\$ 47	7				1 3 3
Autres	48	X 49 /100\$ 50)				
Immeubles agricoles	51	x 52 /100\$ 53	3				
Total	***************************************	54		5()5	6() 6	57 58	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES TAUX DES TAXES EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

N	nn	21	10	itc

Compensations et tarification pour services municipaux (montant fixe)	k résidentiels		Par unité de logement		
Eau		1	2 1 3 , 0 0 \$		
Égout		2	[98] , 00\$		
Eau et égout		3	,\$		
Traitement des eaux usées		4	\$		
Matières résiduelles		5	\$ 0 0 \$		
Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification					
Description	Taux	Code ¹	Préciser		

^{1.} Code: 1 - du 100 \$ d'évaluation

^{2 -} du mètre carré

^{3 -} du mètre linéaire

^{4 -} tarif fixe (compensation)

^{5 -} du 1 000 litres

^{6 - %} de la valeur locative

^{7 -} autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES		
Revenus de taxes Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes 2	1	2 937 660
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	700
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	386 931
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	13 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	2 537 029
ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11 _	112 257 100
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 (Ligne 10 + ligne 11 x 100)	12 2 2	2 6 0 0 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non addite		nmeubles non sidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues Immeubles non résidentiels	desservis Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	369 710	283 885		5 330	49 250	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6			1			
Autres	7	700					
7.43.55	•						
	8	370 410	283 885		5 330	49 250	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite) EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non addite			Résiduelle		Total
	Ré	sidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 610 630			2 318 805
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	605 155			605 155
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				700
	16	2 215 785			2 924 660

DONNÉES PRÉVISIONNELLES QUESTIONNAIRE EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

1.	Non audité La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?	OUI	NON	S.O.
	a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
	- Pour la taxe foncière générale	1 X	2	
	 Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV 	3	4 X	5
	 b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM. 	6	7 X	8
	 Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté 			
	c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9	10 X	11
	 Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 			
	d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
	 Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) 	12	13 X 16 X	14
	 Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels 	18	19 X	20
2.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21	22 X	
3.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	24 X	
	Si oui, indiquer le montant.	25	\$	
4.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitali- sation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année		500.	
	suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES QUESTIONNAIRE (suite) EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

5.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	6 197 550 \$
6.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	60 000 \$
7.	Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	20 000 \$
8.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	648 280 \$
9.	Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-19

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Non audité	OUI	NON	s.o.
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	2 X	
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	4 X	
2.	La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 X	6	
3.	Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7	8 X	
	s questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des c ulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.	ompétences de MRC		
4.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9	10	11 X
5.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12	13	14 X
6.	La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15	16	17 X
	question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés si qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organism			
7.	Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	19	20 X
	Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	22	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , <u>Luce Paradis</u> , atteste que le rapport financier
de <u>Lebel-sur-Quévillon</u> pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du (Date)
Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation son
détenues par <u>Lebel-sur-Quévillon</u> .
Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.
Je confirme que <u>Lebel-sur-Quévillon</u> consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.
Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Lebel-sur-Quévillon détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-28 15:48:55

Date de transmission au Ministère :